



SOMMET SOCIAL POUR L'EMPLOI

Le président de la République a réuni mercredi 18 janvier 2012 les organisations syndicales et patronales pour un sommet sur la crise.

Notre responsabilité, c'est d'agir au service des Français. Face à l'urgence du chômage, personne ne comprendrait qu'on reporte les décisions au lendemain des élections. C'est tout à l'honneur de Nicolas Sarkozy de convoquer un sommet sur un sujet très sensible à quelques semaines des élections. Le courage en politique, c'est de prendre les décisions qui s'imposent pour l'intérêt général, quitte à être impopulaire. Notre ambition est de relancer l'emploi et nous serons dans l'action sur ce sujet jusqu'aux élections.

1) Les partenaires sociaux se sont mis d'accord sur une première série de mesures d'urgence pour agir dès maintenant en faveur de l'emploi

- Dès le premier jour de négociation, **les partenaires sociaux se sont entendus sur 3 points majeurs qui vont améliorer notre réponse d'urgence au chômage en France :**
 - ⇒ **les partenaires sociaux se sont mis d'accord sur un effort massif pour mieux accompagner et former les demandeurs d'emploi.** C'est essentiel en cette période où certains chômeurs, notamment de longue durée, peuvent avoir le sentiment d'être dans une impasse. Il faut aider en priorité ces personnes à se reconvertir mieux pour rebondir. Le déblocage de **150 millions € pour la formation des demandeurs d'emploi** est donc très positive de même que le **recrutement par Pôle emploi de 1000 salariés** dont le rôle sera de tout faire pour aider les chômeurs à retrouver un emploi.
 - ⇒ Il faut saluer **le consensus sur l'emploi des jeunes avec la mesure « zéro charges » pour l'embauche d'un jeune de moins de 26 ans dans une TPE.** Ce dispositif, sans restriction d'âge, avait fait ses preuves entre 2008 et 2010 puisqu'il avait bénéficié à 1 million de salariés. Il **est légitime de le reconduire pour l'emploi des jeunes.**
 - ⇒ Il est très **encourageant que les partenaires sociaux aient décidé de faciliter le recours à l'activité partielle.** La vie économique est faite de hauts et de bas. Développer **l'activité partielle permet aux entreprises de s'adapter aux aléas de la vie économique**, notamment les PME pour lesquelles la moindre annulation de commande peut être dramatique. Le développement de l'activité partielle permet à l'entreprise de s'adapter à une situation de crise, puis de rebondir rapidement lorsque la situation est meilleure. De son côté, le salarié conserve son contrat de travail, continue à toucher une indemnité, et peut mettre à profit son temps d'activité partielle pour se former. L'activité partielle, c'est un contrat entreprise/salarié gagnant-gagnant en période de crise.
- **Ces mesures coûteront 430 millions € et ne seront pas financées pas la dette**, mais par des redéploiements de crédit. Il aurait été absurde de creuser la dette pour lutter contre le chômage alors que l'endettement détruit des emplois ! Cela tranche avec le **PS qui prévoit de financer ses emplois jeunes ou son contrat de génération par la dette.**

2) Au-delà de ces mesures concrètes, c'est une philosophie du travail basée sur la production qui est portée par Nicolas Sarkozy

- Le sommet social a donné lieu à un échange avec les syndicats sur **la réforme du financement de la protection sociale, la négociation d'accords compétitivité-emploi au sein des entreprises, le financement de l'industrie et le renforcement de l'alternance pour les jeunes.**
- En outre, la question de la **politique du logement**, ainsi que le projet de taxe sur les transactions financières ont été présentés aux partenaires sociaux par Nicolas Sarkozy dans une optique d'échange et de dialogue constructifs.
- Les partenaires sociaux et le gouvernement vont **continuer à dialoguer jusqu'à la fin du mois pour parvenir à des solutions au problème de compétitivité de la France.** Notre objectif est de **changer de modèle de croissance** en s'attaquant à 3 chantiers :
 - ⇒ **Le coût du travail, qui est trop élevé** : lorsqu'un salarié français ou allemand touche **1 700 € nets par mois, cela coûte 2 720 € au patron allemand et 3 800 € au patron français.** Les derniers chiffres d'Eurostat pour 2011 montrent qu'une heure travaillée en France coûte 6,48 € de plus qu'en moyenne dans la zone euro. C'est intenable !
 - ✓ **Notre idée est de transférer sur la fiscalité anti-délocalisation une part des charges qui pèsent sur les salaires**, afin d'alléger le coût du travail, de redonner de la compétitivité à nos entreprises et donc des marges de manœuvre et des emplois.
 - ⇒ **Le temps de travail, qui n'est pas assez long.** Nous ne travaillons pas assez : l'Institut Rexecode a sorti une étude sur la durée effective de travail des salariés, fondée sur les statistiques d'Eurostat, qui montre que **depuis 1999, la France, malgré une augmentation de 8% de sa population active, travaille 14% de moins. Plus de travailleurs, moins de travail fourni. Voilà l'aberration des 35 heures !** Avec la Finlande, la France est le pays où l'on travaille le moins en Europe.
 - ✓ **Notre idée est de renégocier la durée du temps de travail.** Les 35 heures ont été **une calamité pour l'emploi. Nous les avons déjà assouplies, mais il faut aller plus loin.** Branche par branche, entreprise par entreprise, il faudra renégocier le temps de travail : il n'y a pas de raison d'avoir les mêmes règles selon que l'on est dans le BTP ou le numérique.
 - ⇒ **Notre tissu de PME, qui n'est pas assez développé.** L'économie française ne se résume pas au CAC 40.
 - ✓ **Il nous faut un quinquennat des PME conquérantes.** C'est dans cet esprit que le président de la République a évoqué l'idée **de créer un organisme dédié au financement de l'industrie avec Oséo, le FSI ? etc.** A l'UMP, nous pensons aussi qu'il nous faut supprimer le principal frein à l'emploi que sont les seuils sociaux, faciliter le financement des PME et les aider à attirer les jeunes talents.

La lutte contre le chômage ne peut se limiter à des « mesurette » coûteuses et peu efficaces comme les emplois jeunes ou le contrat de génération de François Hollande. C'est seulement en réformant notre modèle de croissance, en le réorientant vers le travail, l'innovation, la valorisation du « made in France » et la compétitivité que l'on fera durablement baisser le chômage. Nicolas Sarkozy est le seul qui a le courage de vouloir réellement changer la donne en mettant en place des réformes de structure.